2025 – Améliorer le système des travaux d'évaluation de l'exploration minérale de l'Ontario

Le ministère des Mines (« le ministère ») souhaite obtenir des commentaires au sujet d'un ensemble de propositions de modifications dans le cadre de son engagement continu à être une autorité compétente dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation minérale. Les modifications proposées visent à accroître la disponibilité des données géoscientifiques publiques, à clarifier les exigences et à réduire les procédures administratives et de rapport inutiles associés aux exigences des rapports sur les travaux d'évaluation de l'exploration minérale initiale.

Le ministère reconnaît et respecte les droits existants, ancestraux et issus de traités, reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*. Il s'engage à remplir ses obligations constitutionnelles et autres obligations légales envers les communautés des Premières Nations et des Métis de l'Ontario, le cas échéant, lorsque ces obligations se présentent.

Contexte

En Ontario, la *Loi sur les mines* fournit un cadre permettant à l'industrie de l'exploration et de l'exploitation minières de s'engager dans des travaux d'exploration initiale en autorisant les titulaires d'un permis de prospecteur à enregistrer des claims miniers sur des terrains où les droits miniers sont ouverts à l'enregistrement de claims. Cet enregistrement confère à son titulaire le droit exclusif d'explorer la présence de minéraux sur un terrain désigné, sous réserve de l'obtention des permis ou approbations nécessaires et de la réalisation des consultations requises lorsqu'il y a obligation de consulter.

Bien que les titulaires de claims n'aient aucune obligation d'effectuer des travaux d'évaluation sur un claim minier après son enregistrement, le claim sera perdu si le titulaire du claim n'effectue pas et ne rapporte pas le montant prescrit de travaux d'évaluation admissibles (ou, lorsque c'est possible, n'effectue pas un paiement à la place des travaux d'évaluation), et n'applique pas ensuite un crédit au claim avant la date d'expiration du claim. On entend par « travaux d'évaluation » certains types d'activités de prospection et d'exploration reconnus par le Règlement de l'Ontario. 65/18 (« Règl. de l'Ont. 65/18 ») comme admissibles au crédit (par exemple, échantillonnage, levés géophysiques aériens, excavation de tranchées dans la roche, forage d'exploration et études de base environnementales).

Pour que les travaux soient admissibles au crédit d'évaluation, le titulaire du claim doit soumettre un rapport des travaux d'évaluation par l'intermédiaire du Système

d'administration des terrains miniers (SATM), qui soit conforme aux exigences réglementaires et aux *Normes techniques à l'égard des rapports sur les travaux d'évaluation* (les « normes techniques »). Le rapport des travaux d'évaluation sera examiné et, après approbation, les crédits de travaux seront attribués, puis placés dans la réserve des terrains miniers sur lesquels ils ont été effectués. Ces exigences contribuent à encourager les titulaires de claims à entreprendre activement des activités d'exploration et d'exploitation potentielle des ressources minérales.

Les rapports sur les travaux d'évaluation soumis au ministère sont mis à la disposition du public et enrichissent les connaissances géoscientifiques générales de l'Ontario. Ces rapports contribuent aux données géoscientifiques accessibles au public et sont utiles aux sociétés d'exploration ainsi qu'aux prospecteurs dans leurs efforts visant à localiser de nouveaux gisements de minéraux dans la province. Ce renseignement est également utilisé par la Commission géologique de l'Ontario pour soutenir les principales priorités du gouvernement en permettant un accès efficace aux rapports sur les activités d'exploration passées. La disponibilité de ces données a également permis la découverte d'un certain nombre de nouveaux gisements en Ontario. Le système est conçu pour concilier le besoin d'exploration et la viabilité commerciale.

Tous les travaux d'évaluation en Ontario sont soumis conformément à la *Loi sur les mines*, au *Règl. de l'Ont. 65/18* et aux normes techniques. Les normes techniques définissent ce qui doit être inclus dans le rapport technique ainsi que le niveau de détails à inclure, une composante obligatoire du rapport sur les travaux d'évaluation, pour chaque genre de travaux d'évaluation. Le droit d'explorer la présence de minéraux sur un claim minier non concédé est subordonné à l'obtention des permis ou approbations nécessaires, et à la réalisation par la Couronne des consultations requises, lorsqu'il y a obligation de consulter.

Au cours de l'automne 2023, le ministère a publié sur le Registre environnemental de l'Ontario et le Registre de la réglementation de l'Ontario une proposition décrivant les concepts généraux des modifications proposées pour le système des travaux d'évaluation. Des lettres ont également été envoyées aux communautés autochtones afin de les informer des affichages et leur demander leur avis sur les éventuelles modifications à apporter au système des travaux d'évaluation. Après avoir pris en compte les réactions de toutes les parties aux concepts généraux, le ministère a élaboré cette proposition, qui vise à améliorer l'efficacité et l'efficience du système des travaux d'évaluation de l'exploration minière initiale en Ontario. Pour mettre en œuvre les propositions contenues dans le document, des modifications de la *Loi sur les mines*, des règlements, des normes techniques et des politiques associées pourraient être nécessaires.

Les articles suivants du présent document fournissent des détails sur les modifications

proposées. À un niveau élevé, les modifications proposées visent à atteindre les objectifs suivants :

- Adapter les exigences en matière de rapports afin de demander des ensembles de données brutes et traitées pour certains genres de travaux;
- Réduire les procédures administratives inutiles et accorder plus de temps à la préparation des rapports de soumission sur les travaux d'évaluation.

Exigences en matière de rapports et procédures internes

Le ministère propose de simplifier les normes techniques en supprimant les articles inutiles ou répétitifs qui apparaissent dans chaque genre de description de travaux et d'exiger une déclaration des dépenses au lieu des exigences de fournir des reçus, des factures et d'autres documents pour les dépenses réclamées.

1. Rationalisation des normes techniques à l'égard des rapports sur les travaux d'évaluation;

Les normes techniques définissent ce qui doit être inclus dans le rapport technique, une composante obligatoire du rapport sur les travaux d'évaluation, pour chaque genre de travaux d'évaluation. Le rapport technique pour chaque genre de travaux comprend une explication détaillée des travaux géoscientifiques effectués, des cartes ou des plans, le cas échéant, des détails sur les dépenses réclamées au titre des travaux, ainsi que des documents justificatifs.

Actuellement, les normes techniques sont longues et répètent les exigences concernant des éléments tels que les pages de titre, l'identification de tous les terrains miniers où les travaux d'évaluation ont été effectués et la description des moyens d'accès à la zone de travaux à partir du centre urbain le plus proche. De plus, des mises à jour sont nécessaires à la lumière de la modernisation des données qui peuvent être acquises par le biais de travaux d'exploration. Par exemple, en exigeant des ensembles de données brutes et traitées avec les genres de travaux applicables.

Pour permettre la mise en œuvre de certaines des initiatives proposées, des ajouts mineurs seraient apportés aux normes pour refléter l'inclusion d'ensembles de données brutes et traitées ainsi que pour permettre la mobilisation de fournitures, d'équipements ou de personnes provenant d'autres territoires provinciaux, le cas échéant.

Le ministère propose également de modifier les normes techniques en supprimant les exigences répétitives ou inutiles qui n'apportent aucune valeur ajoutée à la base de données géoscientifiques. Il s'agit également de rassembler les renseignements répétitifs dans un article récapitulatif au début du rapport technique. Le ministère propose

également de généraliser les exigences en matière de rapports, notamment en ne précisant plus l'échelle des cartes et en fournissant des renseignements sur les futurs programmes de travaux recommandés, qui sont probablement trop spéculatifs.

Le ministère propose également de supprimer les exigences inutiles et contraignantes contenues dans le rapport technique et les cartes qui l'accompagnent. Il s'agit notamment de la suppression de l'obligation de fournir le contexte historique d'un ou de plusieurs claims miniers, de fournir des descriptions de l'équipement physique utilisé lors de la prospection primaire et de fournir des détails précis sur la carte.

2. Soumission obligatoire des ensembles de données brutes et traitées avec les rapports techniques

Le ministère exige actuellement des genres de travaux relatifs aux levés géophysiques aériens et au sol ainsi qu'à l'imagerie de télédétection, qu'une description des travaux effectués et une représentation visuelle des résultats soit présentée sur une carte. Les titulaires de claims sont en possession des ensembles de données brutes et traitées associées à ces genres de travaux, mais ils ne sont pas tenus de les soumettre au gouvernement de l'Ontario. La plupart des territoires exigent que ces ensembles de données soient soumis afin de contribuer à la constitution de leurs bases de données géoscientifiques.

Le ministère propose de rendre obligatoire la présentation de l'ensemble des données brutes et traitées des levés géophysiques aériens et au sol, ainsi que des images de télédétection, dans le cadre de la présentation du rapport sur les travaux d'évaluation. Ce changement permettra de fournir des données géoscientifiques supplémentaires à la communauté d'exploration de l'Ontario.

Par souci de clarté, le ministère envisage d'inclure dans les normes techniques une définition des données brutes et des données traitées sous la forme suivante :

Les « données brutes » sont des renseignements quantitatifs mesurés et enregistrés à l'aide d'un instrument d'exploration. Les données brutes sont composées à la fois de bruits (renseignements indésirables) et de signaux (renseignements souhaités).

Les « données traitées » sont des données initialement brutes qui ont été modifiées ou manipulées afin d'améliorer le rapport signal/bruit ayant pour objectif de les rendre utilisables.

Afin d'accroître les renseignements contenus dans sa base de données géologiques, le ministère envisage également d'accepter des ensembles de données provenant de rapports sur les travaux d'évaluation soumis antérieurement, en échange d'un crédit partiel pour le temps consacré à la collecte des ensembles de données. Ce crédit n'est toutefois accordé que si tous les claims miniers compris dans le levé ou l'imagerie continuent d'être détenus par le titulaire actuel du claim. Le levé ou l'imagerie ne doivent

pas dater de plus de cinq ans à partir de la date de soumission des données et doivent faire référence au rapport sur les travaux d'évaluation précédemment soumis en plus de respecter toutes les exigences précisées dans les normes techniques.

Le ministère envisagera également d'accepter les ensembles de données brutes et traitées du titulaire actuel du claim pour les rapports sur les travaux d'évaluation soumis antérieurement, datant de plus de cinq ans à compter de la date de soumission des données. Dans cette situation, le crédit d'évaluation ne sera pas accordé.

Le ministère propose que ces ensembles de données brutes et traitées pour les nouveaux travaux demeurent confidentiels pendant une période déterminée. Le ministère étudie actuellement la question du maintien de la confidentialité pour une période d'un an, de deux ans ou de trois ans.

3. Modification de la vérification des dépenses

Le ministère exige actuellement des titulaires de claims qu'ils fournissent d'emblée tous les reçus et factures qui concernent les coûts déclarés au titre du crédit pour travaux d'évaluation qui sont supérieurs aux taux journaliers autorisés.

Le ministère propose de ne plus demander aux titulaires de claims de fournir leurs reçus et leurs factures dans le cadre de leurs travaux d'évaluation. Le ministère propose que les titulaires de claims soient tenus de fournir une déclaration détaillée de chaque dépense dans leur rapport sur les travaux d'évaluation. Toutefois, le ministère se réserverait le droit de demander des reçus ou des factures à des fins de vérification, si les coûts déclarés semblent présenter des anomalies, ou encore dans le cadre de procédures d'audit aléatoires.

4. Nouvelles exigences d'admissibilité pour se qualifier à l'incitatif de crédits relatifs à la prospection primaire

Le ministère offre actuellement un incitatif de crédits relatif à la prospection primaire. Le Règl. de l'Ont. 65/18 définit la prospection primaire comme la polygonation, du relevé des affleurements rocheux et des minerais intéressants ainsi que des activités connexes de collecte et de titrage des échantillons prélevés à la main. L'incitatif est offert pour encourager la prospection et l'exploration initiales par les particuliers et les petites entreprises. Elle permet aux titulaires de claims de recevoir un crédit pour travaux d'évaluation représentant le double des coûts de main-d'œuvre de la prospection primaire. Cet incitatif a été introduit en tant que mesure temporaire pour soutenir les prospecteurs pendant la période de transition vers l'enregistrement en ligne des claims miniers.

Le ministère propose de continuer à offrir l'incitatif de crédits relatifs à la prospection primaire en l'assortissant aux nouvelles exigences d'admissibilité suivantes :

- Tous les membres de l'équipe de prospection primaire doivent être titulaires d'un

permis de prospecteur actif de l'Ontario;

- Le montant de l'incitatif ne dépassera pas le double du taux indiqué dans la politique des travaux d'évaluation relatifs aux coûts.

De plus, pour que le particulier ou la petite entreprise puisse profiter de l'incitatif, le ministère propose que la prospection primaire soit limitée aux éléments suivants :

- Les travaux effectués au cours des cinq premières années suivant la date d'enregistrement initial des claims miniers.

Cette clarification vise à s'assurer que l'incitatif répond à l'objectif d'encourager le démarrage des travaux d'évaluation réalisés par des particuliers ou des petites entreprises. Le ministère propose que ceux qui mènent des activités de prospection primaire et qui ne remplissent pas les exigences requises pour profiter de l'incitatif de crédits proposé pourraient voir leurs coûts de main-d'œuvre approuvés, mais le crédit non doublé.

5. Modifications des échéances pour les procédures d'établissement des rapports sur les travaux d'évaluation

Période de rédaction du rapport de 30 jours

Pour que leurs claims restent en règle, les titulaires de claims doivent actuellement soumettre un rapport sur les travaux d'évaluation avant ou à la prochaine date d'échéance des claims.

Le ministère veut s'assurer que les titulaires de claims ont la possibilité d'utiliser toute la période antérieure à la date d'échéance d'un claim pour entreprendre des activités d'exploration minière initiale. Le ministère propose d'accorder un délai facultatif de 30 jours à compter de la date d'échéance du claim afin de pouvoir préparer et rassembler les données et les documents pertinents ainsi que déposer un rapport sur les travaux d'évaluation. La période supplémentaire de 30 jours est uniquement destinée à la rédaction du rapport. Les travaux d'évaluation ne peuvent donc pas être menés pendant la période supplémentaire de 30 jours.

Actuellement, si les crédits pour travaux d'évaluation ne sont pas déposés à la date d'échéance suivante, les claims ne seront pas accordés. Grâce à la proposition d'introduire la nouvelle période facultative de 30 jours pour la préparation du rapport, un nouveau mécanisme serait nécessaire pour alerter le ministère de l'intention de soumettre un rapport sur les travaux d'évaluation et de la distribution de crédits avant la date d'échéance du claim minier. Le ministère propose d'introduire dans le SATM, un mécanisme permettant de soumettre une « intention de soumettre un rapport sur les travaux d'évaluation et de distribution de crédits ».

Si le titulaire du claim ne soumet pas de rapport sur les travaux d'évaluation à la fin de la

période facultative supplémentaire de 30 jours, les claims miniers qui ne sont plus en règle seront annulés.

Période d'examen de la distribution de crédits en attente

Après l'examen et l'approbation d'un rapport sur les travaux d'évaluation, le crédit des travaux d'évaluation est attribué (crédit attribué) aux travaux effectués sur un ou plusieurs claims et peut actuellement être alloué aux réserves de ce ou ces claims. Ce crédit est placé dans la réserve des terrains miniers sur lesquels les travaux ont été effectués. Le crédit des travaux d'évaluation peut être utilisé à partir de la réserve pour satisfaire les unités annuelles de travaux d'évaluation du claim et peut également être attribué, à une date ultérieure, à des claims miniers contigus par le biais d'une distribution de crédit assigné pour les maintenir en règle.

Dans le cadre actuel du SATM, le titulaire du claim peut remplir une demande de distribution en attente avec son rapport sur les travaux d'évaluation et le SATM appliquera automatiquement des montants précis de crédits attribués aux claims énumérés ou identifiés par le titulaire.

Actuellement, si, après l'examen du rapport des travaux d'évaluation, le montant du crédit attribué et donc à distribuer est modifié, le titulaire du claim dispose de 15 jours à compter de la date d'approbation pour accéder au SATM et s'assurer qu'il accepte la distribution en attente ou qu'il la modifie. Si le titulaire du claim ne respecte pas la période d'examen de la distribution de crédits en attente de 15 jours, la distribution en attente sera rejetée et le crédit sera transféré à la réserve des claims miniers pour lesquels les travaux ont été effectués.

Le ministère propose d'augmenter à 30 jours la période d'examen des distributions de crédits en attentes, qui est actuellement de 15 jours, afin que le titulaire de claim dispose d'un délai supplémentaire pour modifier ou approuver la distribution en attente, le cas échéant.

Modifications de la distribution en attente

Afin d'aider les titulaires de claims et de faciliter l'intégration des modifications proposées dans l'approche actuelle du processus de distribution en attente de crédits approuvés, le ministère propose également les modifications suivantes :

1. Le SATM traitera les demandes de distribution en attente, telle qu'elles ont été soumises, si une augmentation du crédit a eu lieu après l'examen du rapport sur les travaux d'évaluation. Le crédit supplémentaire sera placé dans la réserve des claims miniers de l'endroit où les travaux ont été effectués.

2. En cas de réduction de crédit après l'examen d'un rapport sur les travaux d'évaluation, la distribution en attente sera traitée telle que soumise, si le titulaire du claim ne modifie pas ou n'approuve pas la distribution en attente dans les délais

requis.

3. Le SATM enverra un avis supplémentaire aux titulaires de claims qui doivent modifier ou confirmer une distribution en attente, afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour résoudre la situation.

Période d'examen par le ministère après la présentation du rapport sur les travaux d'évaluation

En vertu du Règl. de l'Ont. 65/18 actuel, si aucun avis de décision n'est envoyé dans les 90 jours suivant la présentation d'un rapport sur les travaux d'évaluation, tous les travaux ainsi que les dépenses inclus dans le rapport seront considérés comme admissibles aux crédits pour travaux d'évaluation et doivent être crédités à l'égard du claim minier concerné ou d'autres terrains miniers.

Le ministère envisage actuellement de raccourcir cette période de présomption dans le cadre d'une révision globale de ses normes de service.

6. Permission des coûts de mobilisation et de démobilisation en provenance du Québec et du Manitoba

Actuellement, les coûts de transport des fournitures, de l'équipement et des personnes en Ontario à destination et en provenance des terrains miniers sont admissibles aux crédits pour travaux d'évaluation. Les coûts et dépenses doivent être liés aux travaux d'évaluation faisant l'objet d'une demande de crédits.

Dans certaines régions de l'Ontario qui sont éloignées et proches des frontières provinciales, cette réglementation est susceptible de poser un problème.

Le ministère propose d'autoriser toutes les dépenses engendrées pour la mobilisation et la démobilisation du transport des fournitures, de l'équipement et des personnes du Québec et du Manitoba à destination et en provenance des terrains miniers si ces articles et ce personnel ne peuvent être obtenus en Ontario. Si la mobilisation ou la démobilisation a lieu à une distance qui excède celle du Manitoba ou du Québec, mais à l'intérieur du Canada, le coût total sera calculé au prorata de la distance des frontières de ces provinces.

Le ministère propose donc, dans le cadre de la mise à jour des normes techniques, que les titulaires de claims justifient les raisons pour lesquelles les fournitures, l'équipement et les personnes ne peuvent pas provenir de l'Ontario.